

L'UA surmonte ses divisions et élit Moussa Faki à la tête de la Commission

@rib News, 30/01/2017 – Source Reuters Les pays membres de l'Union africaine, réunis à Addis-Abeba en Ethiopie, ont surmonté leurs divisions pour élire lundi leur nouveau président, le ministre tchadien des Affaires étrangères Moussa Faki (photo), a annoncé un responsable de la délégation du Tchad participant au sommet. Moussa Faki, âgé de 56 ans et ministre depuis 2008, a obtenu 39 voix sur les 54 Etats appartenant à l'organisation et succède à la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, première femme à avoir occupé cette fonction de président de la Commission de l'UA.

Le choix, qui fait habituellement l'objet d'intenses marchandages en coulisses, semblait particulièrement délicat avant le début de ce sommet. Trois des quatre grandes régions du continent (l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest) briguaient cette présidence, certaines soutenant même plusieurs candidats. Les deux favoris pour remplacer Nkosazana Dlamini-Zuma étaient au départ la ministre kenyane des Affaires étrangères Amina Mohammed et le Sénégalais Abdoulaye Bathily. Pour compliquer encore un peu plus cette réunion, les Etats membres doivent se prononcer sur la réintégration du Maroc, qui a quitté en 1984 l'Organisation de l'unité africaine, ancêtre de l'UA, en raison du contentieux sur le Sahara occidental. Ce territoire, qui borde le nord de la Mauritanie, est contrôlé par le Maroc depuis 1976 et revendiqué par le Front Polisario qui, soutenu par l'Algérie, demande une indépendance totale pour former la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Si l'Algérie et l'Afrique du Sud, deux poids-lourds de l'organisation continentale, soutiennent la RASD, ni l'une ni l'autre n'ont ouvertement exprimé leur opposition à la réintégration du Maroc. Les entrevues préliminaires ont également porté sur la CPI que Sud-Africains et Kenyans accusent d'être l'instrument de l'impérialisme occidental et de focaliser ses procédures sur l'Afrique. Le Nigeria et le Botswana affirment, eux, que la juridiction de La Haye est un garde-fou idéal important pour les pays dont les systèmes judiciaires sont entravés par les conflits civils. "Il y a tous ces appels en faveur de l'unité mais si vous observez l'UA aujourd'hui, elle est plus divisée que jamais, à propos du Maroc, des divisions régionales et de la CPI", a expliqué Liesl Louw-Vaudran, analyste à l'Institute for Security Studies de Pretoria. "C'est sans précédent." Dlamini-Zuma, dont le nom est avancé pour succéder à son mari Jacob Zuma à la tête du Congrès national africain (ANC) cette année, devait achever son mandat en juillet dernier mais celui-ci a été prolongé faute d'accord sur un éventuel remplaçant.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});